

L'IA ne devrait pas générer de chômage de masse en 2028

Synthèse

Une note très commentée de Citrini Research¹ décrit un scénario catastrophe dans lequel l'IA générerait une envolée du chômage d'ici à 2028. Ce scénario semble à ce point pris au sérieux que cette seule note aurait fait baisser la bourse américaine². Pourtant, l'argumentation de cette note est peu convaincante. En effet, on voit mal pourquoi l'IA devrait conduire à une baisse des salaires et de la demande, ni pourquoi la politique économique demeurerait impuissante à palier une éventuelle insuffisance de demande.

1. Il n'y a pas de raison, a priori, pour qu'une hausse de la productivité conduise à une baisse de la demande

L'argument central de la note est le suivant : l'IA, plus productive que les « cols blancs » dans de nombreuses tâches (codage, traduction, analyse comptable ou juridique...) détruit des emplois. Les salariés ainsi licenciés sont contraints de trouver d'autres emplois, généralement moins bien payés, entraînant une contraction globale de la demande qui déclenche un cercle vicieux récessif.

Pourtant, ce scénario n'est pas le plus probable. Imaginons une entreprise de logiciel qui emploie un informaticien qui lui coûte, charges comprises, 100 000 € par an. L'IA est désormais capable de faire le travail de l'informaticien à un coût très faible (disons gratuitement pour simplifier l'exemple). Il y a donc un chômeur de plus et une baisse de 100 000 € des salaires versés, donc une baisse de la consommation de ce chômeur.

Mais l'enchaînement ne s'arrête pas ici. L'entreprise de logiciel a économisé 100 000 € qui ne se sont pas évaporés dans la nature. Elle va soit accroître ses profits, soit payer plus les salariés restants devenus plus productifs grâce à l'IA, soit baisser le prix de ses logiciels. Il est difficile de savoir exactement comment se répartiront les 100 000 € entre ces trois options, car le résultat dépend de la structure de chaque marché et de son intensité concurrentielle. Mais, dans tous les cas, des agents économiques vont mécaniquement voir leurs revenus ou leur pouvoir d'achat s'accroître de 100 000 €, générant de demande supplémentaire.

Le concept de « PIB fantôme » mis en avant par la note de Citrini Research, c'est-à-dire un PIB présent dans les statistiques mais qui ne circule pas dans l'économie, est difficilement compréhensible. Par construction, le PIB est équivalent selon qu'on le calcule sous l'angle de la production, des revenus ou de la demande finale (modulo le solde commercial). Une production génère un revenu et une demande d'un montant équivalent. Les services produits par l'IA seront forcément consommés, sans quoi personne ne les produirait. Les gains de productivité liés à l'IA ne changent pas les égalités de comptabilité nationale et on ne voit pas pourquoi l'IA, plus qu'une autre innovation, devrait faire apparaître un PIB « fantôme ».

¹ <https://www.citriniresearch.com/p/2028gic>

² https://www.bfmtv.com/economie/une-note-fictive-sur-l-ia-devient-virale-et-fait-chuter-wall-street-que-raconte-ce-scenario-sur-une-crise-mondiale-de-l-intelligence-en-2028-qui-a-declenche-une-panique-boursiere_AV-202602240341.html

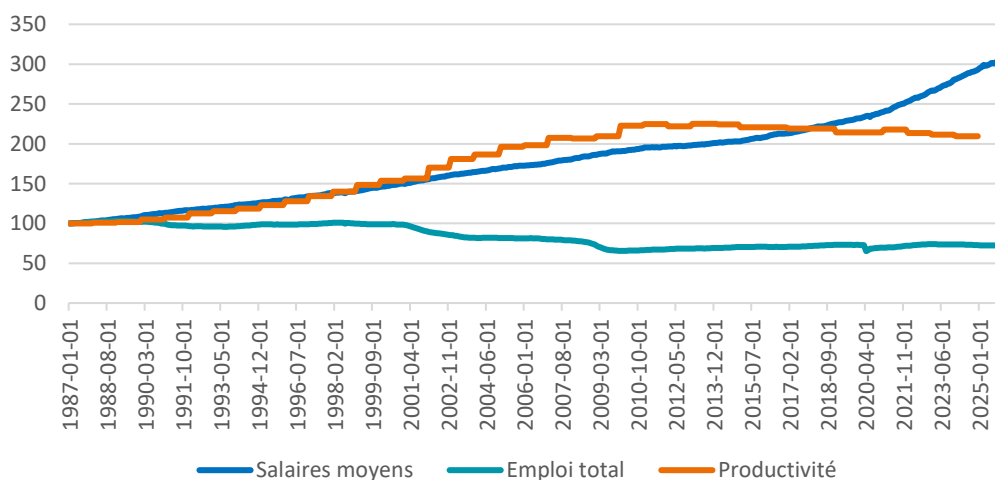
2. L'IA ne doit pas mécaniquement réduire les salaires et pourrait même les augmenter

L'analyse de Citrini Research part du postulat que l'IA conduira à une baisse des salaires, car les « cols blancs » ayant été remplacés par la machine seront contraints d'accepter des salaires moins élevés dans d'autres emplois. Cela peut être vrai pour les personnes remplacées par la machine mais occulte deux autres catégories de la population dont les salaires devraient augmenter. L'IA peut en effet faire baisser les salaires de certaines personnes, mais il est douteux qu'elle fasse baisser l'ensemble des salaires dans l'économie.

Premièrement, l'IA ne remplacera pas toutes les professions intellectuelles, uniquement certaines. Les travailleurs utilisant l'IA gagneront en productivité, entraînant des pertes d'emplois et des postes remplacés par la machine. Mais ces travailleurs restants, devenant plus productifs, seront mieux payés. S'ils ne l'étaient pas, une autre entreprise les embaucherait à un salaire légèrement supérieur pour gagner des parts de marché. Ces hausses de salaires pourraient se répercuter sur des postes proches mais pas nécessairement liées à l'IA. En effet, des postes mieux rémunérés attireront plus de personnes (par exemple des ingénieurs qui chercheront à se reconvertir dans l'IA), obligeant les entreprises des autres secteurs à accroître également leur rémunération. Ce scénario est assez connu des économistes (quoique dans une version légèrement différente) sous le nom d'effet Balassa-Samuelson : les pays les plus productifs sont aussi ceux où les salaires et les prix sont les plus élevés. Autrement dit, si les gains de productivité faisaient baisser les salaires, pourquoi serait-on mieux payé aux États-Unis qu'au Niger ?

L'exemple de l'industrie indique que les gains de productivité ne se font pas nécessairement au détriment des salaires. Par exemple, aux États-Unis entre 1987 et 2025, l'industrie a gagné en productivité et a perdu des emplois. Or, il n'en a pas résulté de baisse des salaires dans l'industrie mais une hausse, cohérente avec le fait que les gains de productivité permettent une hausse de la valeur ajoutée créée par salarié, et donc une hausse de la rémunération.

Evolutions dans l'industrie américaine
(100 en 1987, source Fred)



Deuxièmement, les gains de productivité, par la baisse des prix qu'ils impliquent, accroîtraient la demande, donc les salaires, dans d'autres secteurs. Par exemple, l'IA fait baisser le coût de production des logiciels, donc leur prix. Le consommateur, bénéficiant de cette baisse des prix, voit son pouvoir d'achat augmenter et en profite pour sortir plus souvent au restaurant. Il en résulte une hausse l'emploi, donc des salaires, dans la restauration.

3. La politique économique réagirait à une baisse des salaires et à une hausse du chômage

La note de Citrini Research pointe le fait que la baisse des salaires et donc de la demande (postulat contestable comme on l'a vu), conduirait à une hausse du chômage, à des défauts sur les emprunts des ménages (déclenchant des turbulences financières) et à un creusement des déficits publics qui paralyserait l'action publique.

Mais il faut également prendre en compte la réaction de la politique monétaire. La banque centrale, en baissant ses taux directeurs et en créant de la monnaie, peut générer autant de demande qu'elle le souhaite (théoriquement en tout cas). La raison pour laquelle elle ne le fait pas est parce qu'une telle stimulation de la demande serait inflationniste. Mais, dans un contexte où les salaires et la demande baisseraient du fait de l'IA, l'économie serait en déflation, permettant à la banque centrale d'intervenir massivement sans crainte de faire déraiser l'inflation.

La baisse des taux qui en résulterait permettrait un fort soutien budgétaire à l'activité économique. Quand les taux sont très faibles, l'État peut emprunter indéfiniment (ou presque) pour soutenir l'activité. Dans un contexte déflationniste, l'action de la politique budgétaire n'est pas handicapée, au contraire elle est rendue plus facile et plus nécessaire.

Par ces deux leviers standard de la politique économique, il serait possible de contrer une éventuelle spirale déflationniste que l'IA générerait. Même si, encore une fois, cet enchaînement déflationniste déclenché par des gains de productivité est en soi hautement improbable.

23 février 2026

Sylvain Bersinger, économiste et
fondateur du cabinet Bersingéco

contact@bersingeco.fr

